

Une économie forte a besoin de bons services de garde : Le Canada ne peut pas s'en passer

Stephen Harper et le Parti conservateur disent que le Canada n'a pas besoin d'un système de services de garde à l'enfance de qualité. Mais à vrai dire, ne pas investir dans de bons services de garde ne tient pas la route économiquement. Les systèmes de services éducatifs et de garde à l'enfance communautaires et universels font partie de l'armature même des économies fortes.

L'accès à de bons services de garde permet d'être plus concurrentiels

Investir dans la petite enfance signifie d'abord et avant tout investir dans le bien-être physique, social, affectif et intellectuel de nos enfants. Il s'agit également d'un moyen de s'assurer que le Canada est concurrentiel au rang des autres économies modernes. Le sain développement de l'enfant est une des bases fondamentales des économies du 21^e siècle, qui sont de plus en plus fondées sur le savoir. De nombreuses études démontrent de manière convaincante que l'accès à des services de garde de qualité favorise le développement de l'enfant, mais que faute de qualité ces services peuvent leur être nuisibles. Le verdict a été rendu : les services de garde de bonne qualité aident à préparer les enfants à réussir plus tard dans des emplois axés sur le savoir et fondés sur l'apprentissage continu.

Des économistes, des banquiers ainsi que des observateurs intéressés au développement de la petite enfance, tels Fraser Mustard et Margaret McCain, auteurs du rapport *Étude sur la Petite enfance*, disent tous que pour assurer sa prospérité, le Canada doit se doter d'un réseau universel de services de garde à l'enfance. Selon l'économiste James Heckman, récipiendaire du prix Nobel, les investissements effectués au moment de la petite enfance rapportent davantage qu'à n'importe quelle autre période de l'éducation.

Les bons services de garde génèrent des rendements économiques et sociaux élevés

Les services éducatifs et de garde à l'enfance diminuent l'obligation d'avoir recours à diverses mesures correctives durant les années scolaires. Ils favorisent également le rendement des enfants une fois devenus adultes et diminuent les comportements antisociaux. Selon une étude canadienne sur les coûts et les avantages d'un réseau de services de garde de qualité et universel, pour chaque dollar investi en services de garde, le rendement social et économique est de deux dollars. Des études longitudinales réalisées aux États-Unis dans des services de garde existants révèlent un rendement encore supérieur pour les enfants de familles à faible revenu, à savoir bien au-delà de trois ou de quatre dollars pour chaque dollar investi. D'autres études menées aux États-Unis et dans d'autres pays industrialisés établissent la corrélation entre les services éducatifs et de garde à l'enfance et une plus grande réussite scolaire.

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde



L'accès à de bons services de garde permet aux femmes de demeurer actives sur le marché du travail et d'éviter la pauvreté.

Les services de garde sont une mesure de soutien essentiel pour les femmes déjà actives sur le marché du travail et pour celles qui veulent le devenir. Les études démontrent que le taux de pauvreté des femmes et de leurs familles chuterait si les mères avaient accès à un réseau universel de services de garde :

- Les revenus à vie des femmes augmenteraient, réduisant ainsi leurs taux de pauvreté une fois la vieillesse atteinte.
- Plus de mères travailleraient à l'extérieur de la maison. Depuis la mise en œuvre du système québécois de services éducatifs et de garde à l'enfance, deux fois plus de femmes mariées au Québec qu'ailleurs au Canada ont intégré le marché du travail.
- Les mères, chefs de famille monoparentale, qui sont pauvres pour la plupart, pourraient suivre des formations à l'emploi, obtenir des emplois décentes et accepter des promotions.
- Les familles dont les deux parents travaillent pourraient améliorer leur stabilité financière et leur revenu à un moment où les emplois sont précaires et les salaires, stagnants.

Au Québec, quarante pour cent du coût annuel des services éducatifs et de garde à l'enfance est couvert par les revenus et les charges sociales provenant de l'augmentation de la participation des mères au marché du travail, compensant ainsi le coût net d'offrir ces services.

Les bons services de garde concourent à des économies locales fortes

Dès le moment où on coule le béton des fondations d'une nouvelle garderie, les services de garde engendrent une activité économique soutenue dans la collectivité. Ils créent des emplois « verts » qui ne nuisent pas à l'environnement. L'argent consenti aux services de garde se dépense en grande partie localement. De plus, il est investi dans les personnes, car il s'agit d'un secteur à forte intensité de main-d'œuvre. Règle générale, les travailleuses et travailleurs du secteur des services de garde vivent, travaillent et consomment dans leur collectivité. Selon des études canadiennes, chaque dollar dépensé pour les services de garde au Manitoba rapporte 1,58 \$ à l'économie locale. Beaucoup d'études étatsuniennes sont arrivées aux mêmes conclusions, démontrant ainsi que les services éducatifs et de garde à l'enfance sont une mesure très viable et efficace de développement économique local.

Les bons services de garde influencent à la hausse les taux de natalité

Dans la majorité des pays industrialisés, les taux de natalité chutent et les populations vieillissent. L'accès à des services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité est essentiel pour aider les parents à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales et l'absence de tels services influence leur décision relative au nombre d'enfants qu'ils auront. Une recherche réalisée par l'économiste étatsunien Kevin Daly

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde



révèle qu'il existe un lien entre l'accessibilité des services de garde et les taux de natalité élevés dans certains pays. Cette corrélation a incité l'Union européenne à réserver un rôle important aux services de garde dans ses stratégies de main-d'œuvre et de croissance économique.

Si les gouvernements au Canada n'adoptent pas de politiques pour contrer la diminution de nos taux de natalité, nous risquons de faire face à d'importantes pénuries de main-d'œuvre à l'avenir. Ces pénuries pourraient nuire dangereusement à notre économie et à notre niveau de vie et menacer les programmes sociaux, soutenus par une grosse assiette fiscale, tel le régime universel de soins de santé.

Favoriser l'accès à de bons services de garde tient la route économiquement

Investir dans nos enfants, c'est leur assurer un bon départ dans la vie et concourir au mieux-être des familles et de la société. De plus, un tel investissement tient la route économiquement à court et à long terme. Les services de garde sont un moyen de soutenir et de renforcer les économies locales, de créer des emplois et de bâtir une main-d'œuvre future talentueuse et concurrentielle.

C'est une mauvaise décision économique de ne pas investir dans un réseau de services éducatifs et de garde à l'enfance. Les gouvernements qui font preuve d'intelligence au 21^e siècle savent bien qu'investir dans des services de garde de bonne qualité constitue une des meilleures décisions économiques que puisse prendre un gouvernement.

Bibliographie

Baker, M., Gruber, J. et Milligan, K. (2005). *Universal child care, maternal labour supply and family well-being*. Département d'économie : Université de Toronto

Barnett, S. et Ackerman, D. (2006). Costs, benefits and long-term effects of early care and education programs. *Community Development Journal*. Vol, 37 (2): pp. 86-100.

Barnett WS (1996) *Lives in the Balance: Age-27 Benefit-Cost Analysis of the High /Scope Perry Preschool Program*. Ypsilanti, MI: High/Scope Foundation.

Berlinski, S., Galiani, S., et Manacorda, M (2007) Giving children a better start: Preschool attendance and school-age profiles. *Journal of Public Economics*. V.92. (no5-6) pp 1416-1440.

Cleveland, G. et Krashinsky, M. (1998). *Les avantages et les coûts liés à de bons services de garde à l'enfance – justification économique en faveur de l'investissement public dans nos jeunes enfants*. Toronto: Childcare Resource and Research Unit.

Daly, K. (2007). *Gender inequality: Growth and global ageing*. *Global Economics Paper No. 154*. New York: Goldman Sachs.

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde



www.garderiespubliques.ca | info@buildchildcare.ca

Heckman, J. et Masterov, D. (2004) *The productivity argument for investing in young children*. <http://jenni.uchicago.edu/Invest/>

Kamerman, S., Neuman, M., Waldfogel, J., et Brooks-Gunn, J. (2003) *social policies, family types and child outcomes in selected OECD countries*. Documents de travail de l'OCDE: Social, Employment and Migration Working Papers, 6.

Kilburn, M. et Karoly, C. (2008) *The economics of early childhood policy: What the dismal science has to say about investing in children*. CA. The Rand Corporation Labour and Population Series Occasional Paper.

LeFebvre, P. et Merrigan, P. (2005) *Low-fee (\$5/day/child) regulated child care policy and the labour supply of mothers with young children: A natural experiment from Canada*. Montréal. CIRPEE Working Paper 05-08

Liu, Z., Ribeiro et Warner, M. (2004). *Comparing child care multipliers in the regional economy: Analysis from 50 states*. Ithaca, NY: City and Regional Planning, Cornell University.

Ramey C.T., Campbell, F.A., Burchinal, M, Skinner, M.L., Gardner, D.M. et Ramey, S.L. (2000) Persistent Effects of Early Intervention on High-Risk Children and Their Mothers, *Applied Developmental Science*, **4**: 2-14.

Wehner, J., Kelly, B., et Prentice, S. (2008). *Rural and northern childcare: A summary of economic and social evidence from Manitoba*. Winnipeg: Women's Working Group, Rural Secretariat.

Autorisé par :

CODE BLEU pour les services de garde

